Des modèles originels à un modèle original

Remémoration de l'histoire du statut et des outils des SCOP

I - Un statut spécifique entre droit commun des sociétés et traditions coopératives p.2 (un statut né comme déclinaison du droit commun des sociétés p.2 - la loi fondatrice de 1867 p.3 - les différents modèles d'AOP p.4 - la Chambre consultative des AOP et le 1^{er} statut légal p.5 - le statut général de 1947 p.6 - le nouveau statut particulier de 1978 p.7 - des règles nouvelles pour l'application du principe de double qualité p.8 - la loi de 1978 légalise les transformations en SCOP p. 9 - groupes coopératifs et filialisations p.10).

II - Des outils originaux pour la formation des capitaux propres p.11 (le financement par le crédit et la création des institutions coopératives de crédit p.11 - les capitaux propres dans le 1^{er} statut légal des SCOP p.13 - les bouleversements après la 2^{nde} guerre mondiale p.14 - la nouvelle équation du financement, l'application de la participation p.15 - d'autres nouveaux moyens de financement p. 16 - nouvelles hypothèses pour la rémunération du capital p.17 - la recherche d'associés investisseurs p.19 - la tentation du marché et la position des SCOP p.20).

Conclusion p. 21

Pour la plupart des coopérateurs d'aujourd'hui, le statut coopératif qu'ils utilisent quotidiennement "va de soi". Il est comme en dehors du temps, comme s'il avait toujours été là. Sous sa forme présente, il n'est pourtant pas bien vieux, puisqu'il remonte à moins de quarante ans pour la participation (1969), à peine plus de trente ans pour sa redéfinition juridique (1978) et que la dernière loi à l'avoir retouché n'a que 17 ans (1992). Mais peu nombreux sont ceux, en activité et aux responsabilités aujourd'hui, qui ont assisté à sa naissance et peuvent mesurer ce qu'il a changé dans la vie des SCOP. Ses avantages sont plus rarement perçus que ses inconvénients, on est tenté de gonfler ceux-ci par comparaison avec les avantages prêtés, pas toujours à raison, au statut des sociétés ordinaires. Et les habitudes prises ont conduit à n'utiliser qu'une partie des moyens qu'il met à la disposition des coopératives ouvrières, comme si les pratiques anciennes, qui n'avaient empêché ni les difficultés de beaucoup de SCOP ni la lenteur de la progression de la coopération ouvrière, restaient préférables parce que validées par leur antiquité même. D'où, une remémoration, un rappel de et à la mémoire collective, non pas pour céder au plaisir de l'histoire racontée, mais parce que ce retour sur des origines et un parcours peut nourrir une réflexion sur le présent et éclairer des routes pour les actions à venir.

Les pages qui suivent reprennent, non pas ce qui a été dit, mais ce que leur auteur aurait dû ou voulu dire au cours d'un témoignage qu'on lui avait fait l'honneur de le charger de présenter le 4 décembre 2008 devant le Conseil National de la Confédération des SCOP. C'est un témoignage dont l'apparente austérité ne doit pas faire illusion : il est celui de quelqu'un qui avait eu toutes les raisons du monde plus quelques autres de suivre d'assez près l'élaboration de ce statut, et qui a sans doute cédé au risque de la prise de position personnelle. Il prend la présentation du statut et des outils d'aujourd'hui par le bout de leur histoire. Par cette présentation, il tente de mettre en évidence la démarche qui, de la nébuleuse primitive, a progressivement fait naître d'abord un modèle juridique identifiant les SCOP comme des sociétés radicalement différentes

des sociétés de droit commun (alors qu'elles sont souvent pressées, et quelquefois tentées, de se rallier au modèle de celles-ci), et des outils de financement bien en accord avec leur spécificité et leur permettant de constituer ou reconstituer leurs capitaux propres dans des conditions qui compensent les deux infirmités trop souvent mises à leur débit : le recrutement de leur capital dans des populations dont la capacité d'épargne est limitée, et une nature qui les écarte du marché financier.

o

o o

I - L'élaboration progressive d'un statut spécifique entre droit commun des sociétés et traditions coopératives

11. Un statut né comme une déclinaison du droit commun des sociétés

Les premières associations ouvrières se créaient en dehors des normes du code civil et du code de commerce. Ainsi, les statuts-types donnés de 1840 à 1850 dans *L'Atelier*, le journal des ouvriers buchéziens, prévoyaient-ils que les AOP ne sont pas des sociétés civiles, ou en nom collectif, ou en commandite, avec des clauses coopératives, mais des sociétés *sui generis* organisées sur la seule base du contrat qui les institue. Ces AOP n'étaient que tolérées, pas reconnues. Peu après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 cette tolérance fut révoquée et les AOP furent tenues d'adopter l'une des formes définies par le code de commerce.

Plus tard, en 1866, les coopérateurs commirent l'erreur de refuser le statut original que Napoléon III leur proposait. De là vient que leur premier statut légal a été celui de "sociétés à capital variable" (titre III de la loi de 1867 sur les sociétés commerciales), étant précisé que la variabilité du capital pouvait être adoptée par toutes, et seulement par, les sociétés reconnues : civiles, en commandite simple ou par actions, en nom collectif, anonymes (instituées depuis 1863).

Le refus du projet impérial vaut qu'on s'arrête une seconde sur cet épisode. Ce sont ensemble les coopératives de consommation et les coopératives de production qui ont rejeté ce projet de statut original, pas du tout, comme on le dit souvent, parce qu'elles craignaient que, échappant à leur quasi-clandestinité juridique, elles fussent désormais plus exposées aux persécutions policières ou judiciaires, mais parce qu'il empêchait les premières de vendre à des non associés, et obligeait les secondes à n'employer que des associés. Pour s'en tenir aux coopératives de production, leur refus tenait au désir de n'admettre comme associés que des travailleurs choisis pour leur moralité et capables d'engager sans réserve leur capacité professionnelle dans leur travail. Les thèmes de la moralité et du travail sacré sont restés longtemps mêlés dans toute la littérature ouvrière et ont figuré longtemps dans les statuts de beaucoup de coopératives. Sous le titre du journal *L'Atelier*, ses rédacteurs, uniquement des ouvriers, faisaient figurer une formule empruntée à Saint Paul : "celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger". Plus tard encore, la plus fameuse des coopératives créées sous l'inspiration fouriériste, le Familistère de Guise, n'admettait comme participants, deuxième degré dans la hiérarchie conduisant à la qualité d'associé membre de l'assemblée générale, que ceux donnant la garantie d'"une moralité irréprochable", tandis que l'exclusion était prévue pour les cas

"d'ivrognerie, malpropreté, improbité, indiscipline, infraction à l'obligation de donner une instruction aux enfants".

Quoi qu'il en soit des raisons morales qui ont créé cette exception au principe de double qualité, depuis cet épisode l'histoire du statut des SCOP a été celle d'une recherche de la consécration légale des spécificités coopératives, et d'une résistance aux tentations ou aux tentatives de l'alignement sur le modèle des sociétés de droit commun. 111 ans après la loi de 1867, celle de 1978, à mille imperfections près, achevait à peu près la conquête de cette autonomie. En 1992, cependant, en proposant non pas aux seules SCOP mais à toutes les familles coopératives, comme moyens de financement, les techniques des sociétés capitalistes cotées, la loi a conduit les SCOP non plus à faire avancer la prise en compte de leurs spécificités, mais à les défendre (II. 28).

12. La loi fondatrice

(Titre III de la loi du 24 juillet 1867)

Le titre III de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés à capital variable, ne cite même pas les coopératives, mais il a été fait pour elles et n'a été utilisé que par elles. Jusqu'à la loi sur les SCOP de 1915, il fut le seul texte légal concernant les coopératives ouvrières de production. Sans doute a-t-il eu l'inconvénient d'habituer à considérer le statut coopératif comme une simple modalité du statut de la société de droit commun, et les coopératives comme ne différant de celles-ci que par la forme seulement, et pas par la nature. Mais d'abord la variabilité du capital marque bien, à elle seule, l'originalité de la société coopérative, son irréductibilité à la société de droit commun : dans les sociétés de droit commun, lois nationales et directives européennes enserrent l'amortissement, le rachat ou le remboursement du capital dans des limites très étroites, parce que l'existence d'un capital fixe - qui ne peut pas disparaître soudainement par des remboursements aux associés - est une condition essentielle de la sécurité des tiers ; inversement, son remboursement est le droit commun des coopératives en général, des SCOP en particulier. Ensuite, ce statut n'a pas eu, comme on le dit souvent, que l'intérêt de rendre simple l'admission et le retrait des associés. Il a posé cinq règles essentielles, qui en font le texte fondateur des SCOP d'aujourd'hui :

- il a donné aux SCOP leur "structure personaliste", et fait d'elles, même quand elles sont constituées sous forme de sociétés de capitaux (société en commandite par actions ou société anonyme), une forme particulière de sociétés de personnes : le capital n'augmente pas par la simple souscription d'actions nouvelles, cette souscription suppose l'admission préalable à la qualité d'associé ; les statuts peuvent subordonner à agrément préalable la cession des parts ou actions, ce qui veut dire que celles-ci ne sont pas négociables librement, comme les actions d'une société anonyme, mais simplement cessibles comme les parts d'une société civile ; ils peuvent donner à l'assemblée générale extraordinaire le droit d'exclure n'importe quel associé, sans être obligée d'alléguer une faute. Cette structure personaliste rend possible l'application du principe de la double qualité, en réservant aux salariés la qualité d'associé. Elle rend le marché financier inaccessible aux parts de capital des SCOP, et inutilisables les instruments conçus pour lui ;

- par exception à la conséquence de la responsabilité personnelle indéfinie qui pèse sur les associés des sociétés de personnes, en permettant le choix de la forme SA ou commandite par actions, il a limité la responsabilité des associés au montant du capital souscrit ;

- la variabilité du capital est un corollaire de la non négociabilité des parts sociales. Ne pouvant être vendues, elles peuvent être remboursées à tout moment : en autorisant le remboursement des parts des associés quittant la société, ce statut a donné à ceux-ci une liquidité de leur épargne qui n'existe ailleurs que pour les actions cotées des plus grandes entreprises ;

- parce que la remboursabilité du capital fragilise le gage des créanciers, il a invité implicitement à compléter le capital variable par des capitaux propres stables, c'est-à-dire des réserves impartageables : sans le dire, il a reconnu l'impartageabilité des réserves comme un corollaire nécessaire de la double qualité des membres ;

- enfin, très court et très peu contraignant, il a laissé une place très grande à la liberté contractuelle, et permis ainsi d'accueillir une extrême diversité d'expériences.

13. *Les différents modèles d'A.O.P.* (associations ouvrières de production)

Comme la loi ne définissait pas ce qu'est une coopérative et que le code de commerce laissait lui-même une grande liberté contractuelle aux sociétés qu'il reconnaissait, la fin du 19^{ème} siècle connut une grande diversité d'A.O.P. En 1899, Charles Gide en distinguait quatre modèles :

- les associations autonomes, c'est le modèle que nous connaissons aujourd'hui, les associés sont ceux qui travaillent en son sein ;

- les associations corporatives, où le sociétariat était ouvert non seulement aux salariés permanents de l'entreprise, mais à tous les ouvriers membres du syndicat - on disait volontiers la corporation - du métier exercé par celle-ci, qui pouvaient venir y travailler tour à tour : c'était le modèle de la Mine aux Mineurs de Monthieux ; c'est celui auquel renvoie implicitement le 1^{er} statut particulier des SCOP, la loi du 10 décembre 1915, en mentionnant comme sociétaires "les employés de l'entreprise ou les ouvriers de la profession" ;

- les associations semi-patronales, écho des associations entre patrons et ouvriers de 1848, initiées par des entrepreneurs désireux d'associer le personnel, avec à l'époque les exemples du Familistère de Guise et de la maison de peinture Leclair, avec qui la jeune Chambre Consultative des AOP entretenait de bonnes relations ;

- enfin les associations intégrales ou semi-capitalistes, à l'exemple de l'AOP de peinture Le Travail, toujours vivante dans le groupe de la SCOP La Moderne, créée sur le modèle de la SCOP autonome mais qui s'était ouverte à un investisseur extérieur majoritaire en capital (II. 26).

De plus, et pour aller au plus court, les coopératives se partageaient en deux écoles quant au régime de la propriété et au mode de financement. Les fouriéristes ne mettaient en cause ni la propriété privée des instruments de production ni le capital social, et jugeaient légitime sa rémunération, selon la vieille formule de Fourier : sur les bénéfices, 6/12 au travail, 4/12 au capital, 2/12 au talent (à la direction, au conseil d'administration ou de gérance, etc.), ou quelquefois 5/12, 4/12 et 3/12. Les buchéliens ou ateliéristes (les rédacteurs ouvriers du journal *L'Atelier*, disciples de Philippe Buchez, lui-même disciple dissident de Saint-Simon) faisaient inversement reposer le financement sur l'accumulation des réserves collectives, ils ne considéraient le capital que comme un relais de leur formation, destiné à être remboursé au fur et à

mesure des dotations au "fonds indivisible", et ne rémunéraient les parts sociales, au mieux, comme les Equitables Pionniers de Rochdale en Angleterre, que par un intérêt étroitement limité.

Fouriéristes et buchéziens se séparaient sur un autre point, la notion même d'association ou le statut du sociétariat. Pour les disciples de Fourier, tous les employés de l'entreprise coopérative ne devaient pas nécessairement être associés : ainsi, au Familistère de Guise, déjà cité, les membres (il y en eut jusqu'à plus de 2 000) se répartissaient en auxiliaires, n'ayant pas droit aux bénéfiques ; participants, ayant une ancienneté d'au moins un an, cooptés par l'assemblée sous condition de moralité reconnue et admis à la répartition des bénéfiques ; sociétaires, pris parmi les participants avec une ancienneté d'au moins trois ans, admis à souscrire au capital ; associés enfin, âgés d'au moins 25 ans, et sachant lire et écrire, tenus de souscrire au moins une part et seuls titulaires du droit de vote (sur la base un associé = une voix). Inversement, Buchez, dans son article fondateur de décembre 1831, et après lui les ateliéristes, posaient clairement que l'association était tenue d'admettre tous les nouveaux embauchés, après au maximum un an de présence.

14. *La Chambre Consultative des A.O.P.
et le statut des SCOP (loi du 18 décembre 1915)*

Le modèle buchézien-ateliériste avait été repris dans les statuts-types adoptés en 1848 par le "Conseil d'encouragement" créé par la 2^{ème} République pour distribuer les crédits publics aux coopératives en création. Il avait inspiré beaucoup de coopératives, créées lors des deux redémarrages de la coopération ouvrière, en 1863-64 puis en 1880-85, et il avait été longuement évoqué en 1900, au 1^{er} Congrès de la Chambre Consultative des Associations Ouvrières de Production, l'ancêtre de la Confédération des SCOP. Mais celle-ci, qui avait été créée en 1884, a été longtemps inspirée par des fouriéristes, par exemple Henry Buisson, créateur en 1882 de l'AOP de peinture Le Travail, vice président de la Chambre jusqu'en 1900, fondateur et 1^{er} Directeur de la Banque Coopérative en 1893, etc., et un peu plus tard Edmond Briat, fondateur de l'AOP en 1896, secrétaire général de la Chambre de 1907 à 1940. C'est assez probablement sous leur inspiration qu'elle avait adopté peu après sa création des statuts-types où se mêlent inspiration fouriériste et inspiration buchézienne-1848, la 1^{ère} largement dominante. C'est surtout à la suite du lobbying efficace de la Chambre Consultative que ces dispositions ont été reprises successivement dans les conditions requises pour bénéficiaire du régime particulier de participation des SCOP aux marchés publics (décret de 1888), puis par les auteurs de la loi du 18 décembre 1915, 1^{ère} loi particulière dédiée aux SCOP, et des textes qui l'ont complétée. Enfin, des solutions inspirées par des initiatives comme la Mine aux Mineurs de Monthieux (I. 13) ont également été consacrées par la loi de 1915. Celle-ci a donc mêlé trois sources. Ainsi :

- la Chambre consultative avait adopté la définition du sociétariat dans l'expérience de la Mine de Monthieux : employés de l'entreprise ou ouvriers de la profession. La loi de 1915 avait repris cette définition, y ajoutant, selon un modèle fouriériste, la possibilité d'associés extérieurs, mais réservant dans ce cas 2/3 des mandats d'administrateur à des employés de la SCOP ou des ouvriers de la corporation ;

- comme dans la tradition fouriériste, les statuts-types de la Chambre consultative n'imposaient pas d'obligations en matière d'admission des salariés comme associés. La loi de 1915 resta de même muette sur cette question, ce n'est que beaucoup plus tard (en 1937) que la loi imposa de soumettre à l'assemblée générale la candidature au sociétariat des

travailleurs employés de façon continue depuis cinq ans, et autorisa en cas d'échec le renouvellement de cette candidature tous les ans ;

- tradition fouriériste encore, la Chambre Consultative prévoyait que le capital pouvait recevoir d'abord un intérêt statutaire, charge d'exploitation, puis un super-intérêt, sous forme d'un certain pourcentage non plafonné des bénéfiques. Cette disposition fut implicitement reprise par la loi de 1915. Elle n'accorda cependant le "super-intérêt" qu'aux sociétaires ouvriers de l'industrie ou employés de l'entreprise, limitant à 6 % l'intérêt servi aux associés extérieurs. Ce système fut ensuite rendu impossible par la loi générale de 1947 ;

- la Chambre Consultative prévoyait de même que les réserves demeuraient impartageables pendant le cours de la société, disposition ateliériste ou buchézienne, mais la loi de 1915 revenait à une lecture plus fouriériste de la tradition en n'excluant du partage des réserves que les associés non ouvriers ou employés. C'est un décret-loi du 30 octobre 1935 qui généralisa l'impartageabilité et imposa l'attribution du boni de liquidation à des œuvres d'intérêt général ou professionnel ;

- comme dans les traditions fouriériste et ateliériste, la Chambre Consultative rendait obligatoire l'attribution de la répartition travail (au moins 25 % des bénéfiques et pas moins qu'à la répartition au capital) aussi bien aux salariés non associés qu'aux associés salariés (disposition rendue obligatoire par le congrès de 1900 et reprise dans la loi de 1915).

Cependant, le congrès de 1900 autorisait une voix par tranche de 500 F. de capital, jusqu'à un maximum de 5 voix (une voix seulement dans les A.G. de modification des statuts. La loi de 1915 était restée muette sur ce point, entérinant ainsi implicitement le vote multiple, et la règle un associé = une voix, seule conforme à la tradition ateliériste, ne fut imposée que par le décret-loi du 30.10.1935.

Le statut combinant les dispositions des lois de 1867 et de 1915 a régi les SCOP, pratiquement sans changements importants, jusqu'à ce qu'il fût modernisé par le décret de 1969 (sur la participation des salariés) et la loi de 1978 (II. 15 et 16). Sans doute continuait-il d'obliger les coopératives à emprunter une forme de société "capitaliste" (société anonyme ou société en commandite par actions), mais le droit commun des sociétés laissait à l'époque de larges espaces à la liberté statutaire. Les exceptions que ce droit coopératif et la coutume coopérative non contraire à la loi apportaient aux normes du droit des sociétés identifiaient bien les SCOP comme des sociétés *sui generis*, c'est-à-dire des sociétés d'une nature particulière et pas des variantes de la société capitaliste. Les coopérateurs ne s'y trompaient pas : la recherche de financements ne justifiait pas, à leurs yeux, des exceptions au modèle défini par leur Chambre consultative, mais, au plus, le recours à sa variante fouriériste, avec, bien avant que la loi en fît obligation, une stricte limitation de l'intérêt servi au capital des associés extérieurs.

15. *Le statut général de la coopération* (Loi du 10 septembre 1947)

La loi du 10 septembre 1947 ne changea pas grand-chose à cette situation. Elle ambitionnait de donner un dénominateur juridique et doctrinal commun à toutes les familles coopératives, qui, au fil des années, avaient été dotées comme les SCOP de statuts particuliers assez hétéroclites. Mais en même temps qu'elle posait le principe de la supériorité de la loi générale sur les lois spéciales, elle confirmait pour presque toutes ses règles les exceptions déjà prévues dans les statuts

particuliers. Au total, la loi de 1947 eut cependant un grand mérite : rendre perceptible, au-delà des différences de solutions techniques, le caractère universel des principes qui rendent le statut coopératif non réductible à celui des sociétés de droit commun.

Techniquement, elle se traduisit cependant pour les SCOP par deux remises en question :

- d'une part, là où, dans le silence de la loi, la tradition renvoyait l'admission de nouveaux associés à l'assemblée générale ordinaire, elle donnait compétence à la seule assemblée générale extraordinaire. Sous les apparences d'un banal alignement technique sur le statut des sociétés de personnes de droit commun, cette règle conférait un caractère d'excessive solennité et de rite quasi-initiatique à l'admission de nouveaux membres. Elle avait contribué à renforcer une conception restrictive du sociétariat ;

- d'autre part, elle traduisait sans nuance le principe de la rémunération du capital uniquement par un intérêt fixe et limité, que l'Alliance Coopérative Internationale avait posé en 1937. Cette traduction rendait illégales les dispositions des statuts ou les interprétations de la loi de 1915 qui autorisaient une double attribution aux parts sociales : d'abord un intérêt statutaire, représentant la rémunération du capital comme le salaire est la rémunération du travail, puis, après dotations aux réserves impartageables, une véritable participation aux bénéfices assurée à la fois au travail et au capital.

16. *Le nouveau statut particulier (la loi du 19 juillet 1978)*

Jusqu'à la loi de 1947 inclusivement, l'histoire du statut des SCOP a été celle d'une sortie progressive du cadre initial, celui de la société de droit commun, et de la conquête de l'autonomie des concepts et des dispositions normatives : au début sociétés de droit commun à capital variable et avec les caractéristiques essentielles des sociétés de personnes même sous la forme de sociétés de capitaux, les SCOP s'étaient dotées de règles de fonctionnement originales traduites d'abord dans les statuts-types de la Chambre Consultative puis dans la loi de 1915 et le décret loi de 1935 : on ne pouvait plus alors parler de sociétés de droit commun à forme coopérative, mais de sociétés coopératives à forme de SA.

En 1947 le statut général de la coopération conférait un caractère d'universalité aux fondements juridiques communs à toutes les familles coopératives : ce faisant la loi de 1947 confirmait l'évolution du droit coopératif vers un système *sui generis* cohérent de postulats et de corollaires originaux. Ce mouvement d'autonomisation du droit des SCOP a été poursuivi par la loi de 1978.

Le nouveau statut des SCOP est né d'une opportunité : l'accord obtenu du Gouvernement, en décembre 1973, pour l'extension aux SCOP de la loi en discussion au Parlement sur l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés. Pour l'anecdote : chargée d'élaborer un avant-projet, la Confédération choisit de saisir cette occasion pour proposer non pas un texte limité à l'application de la loi de 1973, mais une refonte du statut SCOP, complétant ce qu'elle avait déjà obtenu par le décret de 1969 sur la participation (II. 15)). Le projet serait resté dans les cartons de l'administration si Paris n'avait pas accueilli en 1976 le congrès de l'Alliance Coopérative Internationale. Le Président de la République, M. Giscard d'Estaing, qui n'avait pas d'autre effet d'annonce à sa disposition, choisit d'évoquer ce projet dans son discours d'ouverture. Le

texte préparé depuis plus de deux ans fut alors repris sans plus tarder, et voté deux ans après. Il comprend d'une part des mesures améliorant les mécanismes de la formation des capitaux propres, y compris l'extension de l'actionnariat (II.16). Ces mesures ne peuvent se lire que combinées avec l'analyse de l'adaptation aux SCOP de l'ordonnance de 1969 sur la participation des salariés et la provision pour investissements (II.15). Il comprend d'autre part l'autorisation pour les SCOP de prendre non seulement la forme de S.A., mais aussi celle de SARL. Il contient enfin des dispositions originales sur l'application du principe de double qualité (I.17), sur la création de SCOP par transformation de sociétés de droit commun (I.18) et sur les groupes de SCOP (I.19).

17. *Des règles nouvelles pour l'application du principe de double qualité*

Elles répondent à trois questions : qui peut être membre d'une SCOP ? comment devient-on associé ? comment la double qualité s'applique-t-elle aux dirigeants sociaux ?

Sur la première question : qui ? Les modèles décrits par Gide (I.13) répondaient : les travailleurs de l'entreprise, les ouvriers de la profession, les "patrons" qui associent d'une façon ou une autre leurs salariés, les investisseurs que les travailleurs associés veulent s'associer pour financer leur entreprise. La Chambre consultative puis la loi de 1915 avaient fait des deux premières catégories les membres naturels des AOP, et n'admettaient les deux autres que par concession et avec des pouvoirs et des droits financiers réduits. La loi de 1978 a défini les SCOP comme composées de travailleurs qui y exercent en commun leurs professions. C'est, pour parler comme les Italiens, la définition par "la base sociale homogène", où cette homogénéité s'entend à la fois au sens juridique de la double qualité (associés = travailleurs employés) et au sens sociologique (associés = recrutés dans une population de même métier et aux intérêts communs).

Cependant, comme en 1915, la présence d'associés simples apporteurs de capitaux, qui n'était alors pas prévue dans le statut général de 1947, est explicitement reconnue possible dans les SCOP, - avec, comme les associés travailleurs, une voix et pas plus. Mais là où la loi de 1867 se contentait de permettre à la coopérative de décider unilatéralement de rembourser le capital de tel ou tel associé, lui faisant ainsi perdre cette qualité ; là où la loi de 1915 avait ensuite, non pas permis, mais fait obligation à la SCOP de se réserver le droit de rembourser à tout moment le capital des associés qui ne seraient ni employés de l'entreprise ni ouvriers de la profession, la loi de 1978 a réitéré cette obligation, mais en visant désormais tous ceux qui ne sont pas effectivement employés en son sein, fussent-ils "ouvriers de la profession".

Enfin, la loi de 1978 traite de façon spécifique deux catégories d'associés non travailleurs : les actionnaires d'une société transformée en SCOP, avec un régime transitoire (I.18); et les SCOP elles-mêmes, qui peuvent devenir sociétaires d'une autre SCOP avec un régime de société-mère non capitaliste (I.19).

Sur la 2^{ème} question : comment ? La loi de 1978 a écarté le mécanisme étriqué et soupçonneux d'admission des nouveaux membres, prévu dans la loi de 1947, qui est celui des sociétés de personnes de droit commun (I.15), la demande d'admission soumise au vote de l'assemblée générale à la majorité des modifications des statuts. Il ne l'a pas pour autant remplacé par le système des sociétés de capitaux (qualité d'associé acquise par la seule

acquisition d'actions). Il a lié étroitement le statut de salarié et celui d'associé, - si l'on peut dire à l'entrée comme à la sortie.

A l'entrée, il définit d'abord une formule "par défaut" de l'admission par l'A.G., cette fois ordinaire. Mais c'est pour les SCOP qui ne choisissent pas une des deux formules optionnelles ouvertes par la loi de 1978, et qui, dans l'esprit de celle-ci, devaient devenir les formules d'usage commun : ou bien les statuts peuvent prévoir que l'admission est de plein droit après un certain temps de présence ; ou bien les contrats de travail peuvent rendre obligatoire la candidature au sociétariat sauf à être considéré comme démissionnaire de son emploi. Dans les deux cas, une consultation des autres sociétaires peut être ajoutée par les statuts : les admissions selon l'une ou l'autre de ces deux formules ne sont acquises que si l'assemblée générale extraordinaire ne s'y est pas opposée.

A la sortie, la démission de l'une des deux qualités - salarié ou associé - est considérée comme impliquant la démission de l'autre, et le licenciement autre qu'économique entraîne la perte de la qualité d'associé.

Sur la 3^{ème} question, la double qualité des dirigeants sociaux : le droit commun des sociétés de capitaux se méfie des obstacles à la possibilité de révoquer les dirigeants sociaux, et notamment des contrats de travail artificiels ou artificieux avec des rémunérations qui rendent ruineuse leur éviction. Sans doute les parachutes dorés ont-ils eu raison de cette vieille règle de prudence. Quoi qu'il en soit, dans les SCOP, il y avait incohérence entre le statut social des associés électeurs, salariés, et celui des dirigeants (directeurs généraux, membres du directoire, gérants) quand ils sont occupés à 100 % à ce mandat, rémunérés à ce titre, mais non salariés au regard du droit du travail. La loi de 1978 a reconnu le statut de salariés à ces dirigeants, même quand ils n'ont pas un contrat de travail distinct de leur mandat. Ils bénéficient donc, du fait de leur mandat, de l'ensemble de la protection du droit du travail, y compris dans les cas de perte de l'emploi.

18. *La loi de 1978 légalise les transformations en SCOP*

Des sociétés à capital variable, alors que sa fixité est une garantie pour les tiers ; un capital remboursable en dehors des limites et conditions étroites prévues par les directives européennes et les lois françaises ; des parts non négociables même lorsqu'elles représentent le capital de sociétés constituées sous forme de SA ; des associés qui, au nom du principe de double qualité, sont admis non à titre personnel ou d'apporteurs de capitaux, mais en leur qualité de travailleurs participant à l'activité sociale, et susceptibles de perdre leur statut de membres s'ils viennent à ne plus être salariés ; des salariés qui peuvent être tenus par leur contrat de travail et les statuts de souscrire au capital, et des associés qui, contrairement au principe constitutionnel qui empêche d'être privé de sa propriété sauf consentement ou jugement et indemnisation préalables, peuvent être exclus de la société et se voir imposer le remboursement de leur capital ; des dirigeants sociaux considérés du point de vue social non comme des mandataires mais comme des salariés ; le capital rémunéré facultativement et en tout cas n'ayant droit qu'à une fraction limitée des bénéfices ; aucun droit pour les associés sur les réserves ou le boni de liquidation ; la répartition des bénéfices faite pour l'essentiel non à l'apport en capital mais au travail, c'est-à-dire à l'apport en industrie ; et des groupes où la relation mère-fille n'est pas liée au capital : ce n'est pas par leur forme, mais bien par leur nature, par leur essence, que, sous quelque forme qu'elles soient constituées (SA ou SàRL), les SCOP diffèrent des sociétés de droit commun.

Or, le code civil et le droit des sociétés permettent toujours à une société de changer de forme, mais, lorsque le changement porte sur la nature même de la société, on considère qu'il fait disparaître la personne morale initiale et entraîne la création d'un être moral nouveau. Lorsqu'une société ordinaire est transformée en SCOP, il y a transformation radicale de sa nature, et au surplus cette modification s'accompagne le plus souvent d'un remplacement plus ou moins complet des associés et dirigeants. Cependant la loi de 1978 a écarté les conséquences fiscales dissuasives d'une transformation analysable comme une disparition : elle dispose que l'adoption par une société préexistante du statut de coopérative ouvrière n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

De plus, la loi a offert des garanties aux actionnaires des sociétés transformées en SCOP. Ceux qui ne voudraient pas rester membres de la coopérative ont une option entre un remboursement de leurs actions en 2 ans ou leur transformation en comptes prêteurs rémunérés au taux de l'intérêt légal et amortissables en 5 ans. Ceux qui acceptent de rester associés de la SCOP peuvent bénéficier des dispositions de la loi de 1992 sur les associés investisseurs et les parts à intérêt prioritaire (II. 28) et les statuts peuvent prévoir que, pendant dix ans, la moitié des administrateurs ou membres du conseil de surveillance doivent être élus par l'assemblée générale parmi les candidats présentés par eux.

Enfin, en 1984, la loi fiscale a neutralisé les surcoûts que pouvaient entraîner pour les anciens actionnaires la plus-value sur le prix des actions qui leur sont remboursées, et pour la SCOP née de la transformation la réévaluation correspondante de ses actifs.

Bousculant, ici aussi, les normes du droit commun, la loi de 1978 a ouvert la route des transformations ou successions en SCOP.

19. *La loi de 1978 crée un statut original de groupe coopératif*

Jusqu'à 1978, la loi ne reconnaissait qu'une forme de regroupement organisé de coopératives : les coopératives de 2nd degré, ou Unions de Coopératives. Une tradition tenace limite leurs vocations à l'exercice d'activités périphériques ou subalternes, à la gestion de services communs, facilitant la réalisation de l'objet social de leurs membres. Cependant, elles peuvent abriter des accords de co- ou sous-traitance, de définition et mise en œuvre de stratégies communes, de délégation à ce G.Q.G. commun de certaines fonctions économiques, commerciales ou financières, etc., c'est-à-dire assurer l'équivalent des fonctions d'un groupe. Le pouvoir suprême continue d'appartenir aux coopératives membres, mais, sous réserve de respecter les règles qui s'imposent à celles-ci (en particulier le pouvoir de leurs propres sociétaires et la responsabilité de leurs propres élus), des accords complétant leurs statuts peuvent aller loin dans le domaine de la coordination des activités sous une autorité commune.

Il reste que l'Union de SCOP est la fille commune de plusieurs SCOP de 1^{er} degré, qui ont le pouvoir dans ses assemblées générales, et qu'il n'y avait pas, jusqu'à 1978, de mécanisme permettant de mettre une ou plusieurs SCOP sous le contrôle et l'autorité d'une institution coopérative mère. La loi de 1978 a tenté de corriger cette situation, en permettant la création de groupes de SCOP, SCOP mère + une ou plusieurs SCOP filles, mais sans lien capitalistique. Elle prévoit qu'une SCOP détenant des parts sociales dans une autre SCOP peut disposer dans les assemblées générales de celle-ci d'un nombre de voix sans aucun rapport avec sa participation financière, et égal au plus petit des deux nombres, celui de ses propres sociétaires

travailleurs et celui des sociétaires travailleurs de la fille. Sans doute la mère ne peut-elle pas avoir plus de 50 % des voix : ce seuil ne peut être franchi que dans le droit commun, où il n'y a à proprement parler mère et filiale que si la 1^{ère} a plus de 50 % du capital de la 2^{nde}. Mais ce que prévoit la loi de 1978 était le plus loin qu'il était possible d'aller sans que la fille perdît la qualité de coopérative.

La loi de 1992, dite de modernisation des coopératives, a rendu possible un autre montage, le recours au statut des associés investisseurs (II, 27). Il permet à une SCOP de détenir, mais cette fois en proportion de son capital, jusqu'à 49 % des voix d'une SCOP fille. La relation reste ici de nature capitalistique : alors que la formule de 1978 n'impose qu'un investissement en capital réduit mais suppose que le pouvoir de la mère est légitimé par un investissement important en appui, présence, apport de travail, etc., celle de 1992 proportionne le pouvoir de la mère à son apport financier.

Ces formes de groupes coopératifs sont peu utilisées. On en fait souvent procès à l'insuffisance de l'outillage juridique. La comparaison avec d'autres pays ne confirme pas cette opinion. Peut-être faut-il se demander quels obstacles psychologiques rencontrent des formules où peuvent s'opposer deux perceptions de l'origine et de la légitimité du pouvoir, les sociétaires et leur travail d'une part, une entité extérieure, quelquefois perçue comme lointaine, et son apport en appui ou en capital d'autre part, même si sa nature coopérative n'est pas mise en cause.

Quant aux filiales de droit commun, elle n'a été évoquée que par la loi de 1992. Une coopérative doit répondre à deux exigences inséparables : son activité doit être assurée dans l'intérêt de ses membres, elle doit être conduite sous leur autorité. La réalisation de l'objet social par une filiale, même si des précautions sont prises pour respecter la 1^{ère} exigence, ne répond pas à la 2^{nde}. Cependant, le transfert d'une partie de l'activité et des actifs correspondants à une société filiale peut être le seul moyen pour attirer des capitaux indispensables pour la survie ou pour un développement nécessaire, mais qui n'accepteraient de rentrer que dans une société de droit commun (exemple, cas VOA, II.27). Dans le cas des SCOP, la loi de 1992 accepte le principe de cette opération, mais en subordonne la réalisation à une publicité si elle porte sur moins de la moitié de l'actif ou de l'activité, à une autorisation si elle est supérieure. Ni publicité ni autorisation ne sont en revanche requis si le transfert se fait au profit d'une société coopérative, ou si une coopérative prend le contrôle d'une société de droit commun sans lui transférer son activité propre.

o

o o

II - Des outils originaux pour la formation des capitaux propres

21. Le financement par le crédit et la création des institutions coopératives de crédit

Pendant longtemps, la question du financement des coopératives n'a pas été posée en termes de capitaux propres, mais en termes de crédit. Ainsi, en 1848, les statuts-types d'AOP, adoptés non par les coopérateurs eux-mêmes mais par le Conseil d'encouragement aux AOP créé par la 2^{ème} République, ne mentionnaient pas l'obligation pour les associés d'un apport en capital, mais uniquement celle d'un apport en travail (en industrie, dit

le Code civil). C'était le temps où le financement était attendu de l'Etat, qui devait être "le banquier des pauvres", selon la formule de Louis Blanc. De fait, après les émeutes de juin 1848 qui suivirent la fermeture des Ateliers nationaux, le gouvernement accorda des crédits aux associations entre ouvriers ou entre ouvriers et patrons. Au risque d'un anachronisme, on pourrait comparer cette évolution à l'abandon d'une tentative pré-keynésienne de relance par les grands travaux au profit d'une tentative de relance par l'offre. Les crédits ouverts furent peu importants (une cinquantaine d'AOP en bénéficièrent) et d'effet nul.

L'intervention financière de l'Etat reprit en 1893, par des crédits qui furent alors inscrits dans les budgets du ministère de l'agriculture et du commerce. A partir de 1915 ces concours furent complétés par les crédits d'un Fonds de dotation alimenté par une partie de la redevance que la Banque de France devait alors verser à l'Etat pour prix du renouvellement de son privilège d'émission. La loi de 1915, en même temps qu'elle créait le premier statut spécifique des SCOP, donnait un cadre légal à l'activité de la Banque Coopérative des Sociétés Ouvrières de Production, créée en 1893 par la Chambre Consultative, et faisait d'elle l'intermédiaire du versement et du remboursement de ces concours publics.

Ceux-ci ne devinrent décisifs qu'à partir du moment où ils transitèrent par la Caisse Centrale de Crédit Coopératif (CCCC ou C4), créée en 1938. La CCCC conserva cette fonction quand, aux interventions du Ministère du Travail, furent substituées celles du Fonds de Développement Economique et Social, l'instrument du financement du Plan de Modernisation et d'Equipelement. Le Crédit coopératif put joindre aux fonds avancés par l'Etat ceux qu'il mobilisait sur le marché financier. Cette fonction d'intermédiation fut maîtrisée à temps pour que les concours aux coopératives ne s'effondrassent pas quand l'Etat substitua à ses concours des bonifications d'intérêt, gommant le surcoût dû aux emprunts aux conditions du marché. Par sa capacité à lever les capitaux nécessaires, son expertise financière et sa connaissance fine de sa clientèle statutaire (SCOP, coopératives de consommation, relais du crédit maritime mutuel, etc.), le Crédit coopératif fut le principal apporteur de prêts à moyen et long terme aux SCOP. Le caractère irremplaçable de ses interventions fut mis en lumière en 1953-54 quand, pour compenser la diminution des avances du FDES qu'entraînait la politique alors suivie de déflation budgétaire, la C.C.C.C. aida la Confédération à monter deux petites sociétés spécialisées conçues pour mobiliser auprès d'autres institutions des concours "de rechange" : une société d'équipement professionnel et une société de caution mutuelle. L'expérience s'arrêta dès que le Crédit coopératif put reprendre et amplifier ses interventions.

Puis il put, avec bien des difficultés, reprendre en 1971 la Banque Coopérative des Sociétés Ouvrières de Production, épuisée par des erreurs de gestion et plombée par des concours importants à des SCOP structurellement et lourdement déficitaires. Elle devint alors la Banque Française de Crédit Coopératif. Cette opération n'évita pas seulement un désastre qui aurait gravement nui à l'image et aux intérêts des SCOP. Elle permit au groupe du Crédit Coopératif de déployer un réseau de guichets, d'accéder à l'épargne publique quand disparaissaient, après les crédits du FDES, les bonifications d'intérêts par le Trésor public, et de compléter par tous les instruments de crédit à court terme la panoplie de ses instruments de moyen et long terme. Elle put ainsi améliorer sa présence auprès des SCOP et sa capacité d'intervention à leur profit au moment où se levaient les tourmentes nées des deux chocs pétroliers.

Le tableau ne serait pas complet si n'était pas mentionnée une institution qui n'existe dans aucun autre mouvement coopératif : le Fonds d'Expansion Confédéral, devenu SOCODEN-FEC, créé en 1965 à partir d'une

suggestion de l'Union Régionale des SCOP de Bourgogne. Cette création repose sur un principe de mutualisation : le relèvement de 50 % de la cotisation confédérale (passée alors de 2 à 3 p. 1000 du chiffre d'affaires), l'emploi de ce supplément en augmentations du capital d'une Union de SCOP, et la mission assignée à celle-ci d'utiliser ses moyens, sous sa responsabilité, en opérations de co-financement de SCOP en création, développement ou redressement. L'effet de levier par le partenariat avec le Crédit coopératif, comme avec d'autres institutions financières et les outils dédiés qui ont "poussé" après sa création, compense la modestie des ressources propres de SOCODEN. Et ses interventions, considérées comme une caution technique et morale donnée par le Mouvement SCOP, ont fait jouer au FEC le même rôle facilitateur qu'une société de caution mutuelle.

Une autre tentative, sur proposition de l'Union régionale des SCOP de l'Ouest, eut moins de succès. Aux frontières du crédit et des capitaux propres, elle visait à faciliter et encourager les apports au capital, par des prêts du Crédit coopératif aux sociétaires eux-mêmes, pour souscription de nouvelles parts sociales de leurs SCOP. Le montage comportait le nantissement des parts souscrites avec ces concours, la garantie d'une mutuelle d'assurance et une contre-garantie partielle de la SOCODEN. Mais le système grinçait à cause de sa complexité et de malentendus sur la portée de la garantie. Il mourut discrètement, à cause moins de quelques rares sinistres que de son faible attrait pour les coopérateurs, mal préparés à l'idée de s'endetter pour souscrire au capital de leur SCOP.

Il faut inversement signaler, comme une contribution positive au bouclage de certains dossiers de financement, les interventions en souscription de titres participatifs par l'IDES, créé en 1983 (II.27).

22. *Les capitaux propres* *dans le 1^{er} statut légal des SCOP*

En rendant le capital remboursable, la loi de 1867 a posé le problème de la précarité de la garantie offerte aux tiers par des sociétés qui par ailleurs, par le choix de la forme SA ou, plus rarement, commandite par actions, limitaient la responsabilité de leurs membres au capital souscrit. Ni la loi de 1867, ni le statut particulier de 1915 ne tiraient de la variabilité du capital personnel le corollaire logique et nécessaire de la stabilité des réserves, c'est-à-dire de leur impartageabilité : ce corollaire était implicitement postulé (I, 12), mais la question était renvoyée aux statuts.

La loi de 1915 n'envisageait guère, en matière de capitaux propres, que le capital social, traité avec une faveur toute fouriériste : jusqu'à 1935, les associés employés de la coopérative ou ouvriers de la profession avaient droit aux réserves et, jusqu'à 1947, l'intérêt de leurs parts n'était pas plafonné. Et, avant la loi de 1947 qui imposa d'affecter 15 % des bénéfices à la réserve légale jusqu'à 100 % du capital, les SCOP, parce qu'elles n'étaient sur ce point soumises qu'au régime des S.A., n'étaient tenues de lui attribuer que 5 % des bénéfices jusqu'à 10 % du capital.

Malgré l'hommage solennel que lui rendit, en 1900, le 1^{er} congrès des AOP, la tradition buchézienne des réserves collectives ne se retrouvait pas toujours dans leurs statuts. Elle souffrait d'un double discrédit : ou elle apparaissait d'inspiration catholique, ayant été soutenue, défendue et propagée de 1840 à 1850 par le journal *L'Atelier*, entièrement rédigé par des ouvriers catholiques qui affichaient clairement leurs convictions ; ou elle s'entendait comme instrument de négation, voire d'élimination, de la propriété privée, à l'image du titre de la coopérative *l'Emancipatrice*,

Imprimerie communiste, créée en 1901 : l'adjectif communiste s'employait là pour signifier que tous les bénéficiaires devaient être mis en réserves collectives. Il ne renvoyait ni au marxisme ni à un parti communiste qui ne devait être créé que 21 ans plus tard, mais à l'ensemble des traditions, au 1^{er} rang desquelles le cabétisme, qui faisaient de la propriété collective des biens la condition de l'égalité et de la liberté des hommes.

Ce double discrédit explique que les réserves n'aient été considérées comme l'élément principal du financement que par une partie seulement des coopératives, et que beaucoup d'autres aient préféré, caution doctrinale pour caution doctrinale, à celle de Buchez et du journal *L'Atelier*, celle d'un fouriérisme qui encourageait, en le rémunérant, l'investissement en capital de l'épargne ouvrière.

23. *Les bouleversements des années d'après guerre*

Mais l'équation du financement des SCOP se trouva profondément modifiée dans les années qui suivirent la 2^{ème} guerre mondiale.

En 1947, le statut de la Coopération généralisa le plafonnement à 6% de l'intérêt au capital, rompant avec la loi de 1915 qui n'imposait cette limite qu'aux parts des associés ni ouvriers de la profession ni employés de l'entreprise. Les souscriptions au capital étaient rendues moins séduisantes alors que le taux d'inflation était souvent supérieur au taux d'intérêt.

Plus encore, l'impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux, créé en 1914 et qui n'était qu'au taux de 24 % avant la guerre, était remplacé en 1948 par l'impôt sur les sociétés, dont le taux fut rapidement porté à 50 %. La politique de répartition des bénéficiaires en fut durablement affectée : on jugea préférable de réduire les dotations aux réserves et la rémunération du capital (un franc d'impôt pour un franc de réserves, et autant pour un franc d'intérêt, alors que l'avoir fiscal n'existait pas) au profit d'emplois moins "coûteux".

Intervint alors un autre phénomène aux effets pervers. Les répartitions au travail, déductibles du bénéfice imposable, rentraient dans l'assiette des cotisations de la Sécurité Sociale. Pour alléger la charge de l'impôt sur les sociétés, les SCOP prirent l'habitude de verser des sur-rémunérations "avant bilan". Mais d'une part, si les salariés non associés devaient bénéficier de la répartition travail dans les mêmes conditions que les associés, les SCOP étaient libres de verser ces sur-rémunérations, salaires plus élevés, primes, etc., à qui elles entendaient, - comme par hasard uniquement à des sociétaires, qui devaient les remployer en capital. Et d'autre part depuis la création de la Sécurité sociale (1946), les cotisations ne portaient que sur la fraction des rémunérations salariales inférieures au plafond. Les sur-rémunérations, moyen de "faire du capital", coûtaient d'autant moins en cotisations qu'elles étaient attribuées à des salariés dont le salaire dépassait déjà le plafond. D'où une forme insidieuse de sélection des sociétaires, - de préférence parmi les mieux payés en raison de leur qualification ou de leur ancienneté.

La dégressivité des cotisations de sécurité sociale ne fut supprimée par paliers qu'à partir de 1978. En attendant, elle eut des conséquences néfastes sur deux des aspects essentiels de la coopération ouvrière : le sociétariat, qu'elle contribuait à rendre "élitiste" et vieillissant, les capitaux propres dont elle réduisait le recrutement. A la première conséquence il avait été tenté d'opposer une loi de 1953, qui, pour dissiper la prévention à l'endroit des jeunes toujours un peu soupçonnés

de vouloir secouer le cocotier, permettait aux sociétaires déjà "en place" de disposer d'une voix supplémentaire par cinq années d'ancienneté. Comme on pouvait s'y attendre, la formule, qui ne dissipait pas l'image d'un sociétariat gérontocratique, n'eut ni succès ni effet. A la seconde, un peu seul malgré l'exhumation des textes de Buchez, de *L'Atelier* et des buchéziens par Henri Desroche et le renfort des Communautés de Travail, Charles Lacroix, fondateur et pendant longtemps directeur de l'ACOME, opposait, inlassable mais inécouté, son analyse des réserves collectives, seul vrai capital des SCOP, et l'exemple de sa coopérative où, à 100 % de sociétaires salariés, faisait pendant une structure inégalée du bilan.

L'endettement restait donc l'alpha et l'omega du financement des SCOP. Avant la guerre, il avait été fait un large recours aux emprunts aux caisses de retraites internes dont beaucoup de SCOP s'étaient dotées depuis l'échec de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes de 1910, et avant la création des retraites complémentaires en 1957. Mais ces emprunts étaient devenus plus difficiles depuis qu'un décret de 1946 avait réduit à 50 % de leur actif le plafond de leurs prêts possibles, et encore sur 1^{ère} hypothèque. Inversement, la montée en pression de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif fit d'elle le partenaire n° 1 des SCOP, rôle qui fut amplifié par l'absorption de la Banque Coopérative. Et l'inflation en même temps disqualifiait l'image du capital chez les sociétaires et contribuait à faire préférer le financement par l'emprunt bancaire dont elle réduisait chaque année la charge des remboursements.

24. *Une nouvelle équation du financement :* *le décret de 1969 sur la participation*

Le décret du 1^{er} février 1969 a aménagé pour les SCOP l'ordonnance du Général de Gaulle de 1967 sur la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises. La répartition travail était un complément du salaire immédiatement distribuable, imposable et cotisable. Il en a fait un élément de la participation au financement de la coopérative, sous la forme d'une épargne de cinq ans investie dans la SCOP en compte courant bloqué ou en capital ; son attribution reste déductible du bénéfice imposable mais en outre échappe à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales.

Le même texte a d'autre part autorisé le remplacement de la provision pour investissements, que l'ordonnance de 1967 permettait alors de doter en franchise d'impôt à hauteur de la participation, par les dotations aux réserves, ainsi admises au bénéfice de la même exonération. Ultérieurement, la déductibilité de la provision pour investissements a été réduite, mais pas pour les SCOP, qui peuvent donc affecter à leurs réserves, en franchise d'impôt, une somme égale à la répartition travail, elle-même exonérée de tous impôts et charges sociales (à l'exception du couple CSG-CRDS) lorsqu'elle est épargnée et investie comme la participation.

Le décret de 1969 doit être analysé sous plusieurs angles. Bien naturellement, les coopérateurs sont surtout sensibles à son aspect fiscal. Mais il a quatre autres significations.

La 1^{ère} : pour la 1^{ère} fois, salariés associés et non associés, qui avaient un droit égal à la répartition travail, sont mis sur un pied d'égalité pour son emploi dans le financement de la coopérative : cette situation a ruiné un des arguments sous lesquels s'abritaient bonnes et moins bonnes raisons d'une restriction au recrutement de nouveaux associés.

La 2^{ème} : pour la 1^{ère} fois également, non seulement l'assiette potentielle des souscriptions au capital est élargie par l'élargissement potentiel du sociétariat, mais ces souscriptions peuvent être assurées avec

des exonérations qui compensent leur éventuelle dépréciation, la modestie de leur rémunération, l'absence de plus-value.

La 3^{ème} : la dotation aux réserves par équivalence à la provision pour investissements permet d'appliquer une évidente règle prudentielle : si la liquidité de l'épargne investie dans la SCOP ne peut être assurée que par la variabilité du capital, alors au capital remboursable doit correspondre une masse au moins équivalente de réserves non remboursables.

La 4^{ème} : le mécanisme rend son efficacité à la règle dont, sans être en rien spécialistes de la gestion financière, mais inspirés par Buchez, les ouvriers de *L'Atelier* avaient eu une très claire conscience : les apports personnels des sociétaires ne concourent utilement au financement de la coopérative que si et dans la mesure où ils préparent la constitution du "fonds indivisible" (les réserves impartageables), qui sont la représentation symbolique et l'instrument opératoire de la propriété collective des instruments de production. Cette propriété collective ne naît pas d'une spoliation, mais d'un accord de volontés libres. Elle est la condition d'une autogestion qui fait du travail la source du pouvoir dans l'entreprise et l'attributaire de ses résultats.

25. *Quatre moyens supplémentaires donnés par la loi de 1978*

La loi du 19 juillet 1978, qui a redessiné l'architecture des SCOP, a complété le décret de 1969 en améliorant les mécanismes de formation du capital social et d'incitation aux souscriptions. Elle a employé à cet effet quatre moyens.

Elle a d'abord donné un fondement légal aux obligations statutaires de versement au capital et aux retenues sur salaires pour la libération de ces parts.

Elle a ensuite écarté l'interdiction de droit commun d'augmenter les engagements des associés, en permettant à l'assemblée générale ordinaire de décider le versement en parts sociales des répartitions au travail et au capital.

Elle a également écarté l'interdiction de droit commun de libérer des parts par compensation avec des créances non liquides (non définitivement chiffrées) et non exigibles (non encore arrivées à échéance) : elle autorise les sociétaires à transformer en parts sociales leurs comptes courants bloqués de participation avant même la fin de leur indisponibilité. Cette mesure complète celles qui ont organisé la liaison entre contrat de travail et qualité d'associé (I, 17) en facilitant l'exécution des obligations statutaires de souscription sans prélèvement sur les salaires, mais par ponction sur un compte courant encore indisponible.

Elle a enfin étendu aux SCOP la loi de 1973 qui avait été le prétexte du nouveau statut SCOP (I, 16). Cette loi a disparu, mais ses dispositions fiscales restent applicables aux seules SCOP. Elle encourage la souscription d'actions de leurs sociétés par les salariés, par deux avantages : le salarié peut déduire de son revenu imposable ses versements pour la libération de nouvelles parts, dans la limite de 457 € par an ; dans la même limite, les versements complémentaires de la société (abondement) sont déductibles du bénéfice imposable, non assujetties aux charges sociales, non soumis à l'impôt sur le revenu. Si la souscription est faite par un salarié non associé, elle entraîne son admission automatique comme sociétaire.

Il faut évoquer ici une autre ordonnance de 1967, jumelle de celle qui avait créé la participation : l'ordonnance sur les plans d'épargne d'entreprise. Elle n'avait pas fait l'objet d'adaptations au cas des SCOP, et elle est restée peu appliquée chez elles. Le mécanisme n'est pourtant pas très compliqué. Il consiste à augmenter le capital par l'émission de valeurs mobilières qui seront créées au nom des salariés participant au plan. Aux versements qu'ils doivent effectuer pour libérer ces valeurs peut s'ajouter un abondement de l'entreprise, c'est-à-dire un versement complémentaire de celle-ci, qui peut atteindre jusqu'au triple du versement du salarié et qui est non imposable pour ceux-ci comme il est déductible pour l'entreprise et non soumis aux cotisations sociales.

Les deux mécanismes ci-dessus permettent d'aider les salariés à acquérir des parts sociales, soumises au même blocage que la participation (cinq ans sauf cas "sociaux" de déblocage anticipé, ou immobilisation plus longue si les souscriptions sont faites en application d'une obligation statutaire). Il y a cependant deux différences : d'une part, l'abondement peut être beaucoup plus élevé dans le plan d'épargne ; d'autre part, les salariés qui ne l'étaient pas encore ne deviennent obligatoirement associés, électeurs, éligibles, tenus à toutes les obligations statutaires que lorsqu'ils participent à une opération de souscription de parts sociales réservées aux salariés, pas s'il s'agit d'un plan d'épargne : dans ce cas, on est dans une situation classique dans les coopératives de parts sociales détenues par des non-associés.

26. De nouvelles hypothèses pour la rémunération du capital

Depuis 1969, le moyen essentiel de la formation des capitaux propres dans les SCOP est la combinaison répartition travail = participation = comptes courants bloqués ou parts sociales dans la coopérative = provision pour investissements = réserves. Mais ces capitaux se forment *ex post*, c'est-à-dire après la réalisation de bénéfices et en proportion de ceux-ci. L'anticipation et le complément éventuellement nécessaire de leur formation - non pas pour employer des bénéficiaires, mais pour les réaliser - , suppose la constitution d'un capital qui ne peut être apporté, amplifié, remplacé s'il vient à être amputé par des pertes, que par les sociétaires. Mais jusqu'à une époque récente son statut n'était pas séduisant : remboursable certes, mais à terme, et non ou mal rémunéré. Non pas pour remplacer les irremplaçables réserves impartageables, mais pour élargir les moyens en capitaux propres, les lois de 1978 et de 1992 ont décoincé les règles de sa rémunération.

Dans un 1^{er} temps, la loi de 1978 avait fixé le plafond de l'intérêt servi aux parts sociales non plus à 6 %, mais au taux moyen de rendement des obligations (TMO), avec une "clause de sauvegarde", la possibilité d'aller jusqu'à 6 % si le TMO venait à être plus bas.

Dans un 2^{ème} temps, la loi dite de modernisation des coopératives du 13 juillet 1992 a fixé à TMO mais sans clause de sauvegarde le plafond pour toutes les familles coopératives. Mais pour les SCOP il a purement et simplement remplacé le plafond en taux par un plafond en part relative : la masse des intérêts d'une année ne peut dépasser ni la répartition au travail ni les dotations aux réserves, ce qui permet théoriquement de donner au capital jusqu'à 1/3 des bénéfices nets. Sous cette limite, et sous réserve des statuts, il reste possible à l'assemblée générale de fixer un taux en pourcentage du nominal des parts, - voire des taux selon la nature des parts. Cette modification appelle plusieurs remarques :

- dans les principes coopératifs définis par l'Alliance Coopérative Internationale figurait la limitation de l'intérêt servi au capital. Depuis leur révision en 1995, la limitation de l'intérêt ne s'applique plus à toutes les parts sociales, mais uniquement à celles dont la souscription est une condition pour l'adhésion à la coopérative, - pour les SCOP c'est une seule part. La rémunération est donc libre pour toutes les autres parts. La loi de 1992 n'a que devancé l'évolution de la doctrine internationale ;

- la disposition de 1992 ne contrarie pas l'effort en faveur des capitaux impartageables : en effet, elle ne fixe qu'un plafond en volume et rien n'interdit aux SCOP de ne pas rémunérer le capital, ou de lui attribuer des intérêts inférieurs au plafond. Mais surtout elle constitue une sorte de norme prudentielle, préservant les intérêts des deux parties que la tradition coopérative considère comme les destinataires légitimes et historiques de la répartition des bénéfices, l'entreprise elle-même (par les réserves) et les salariés (la part travail) : si l'on veut donner x au capital, on ne peut donner moins de x ni aux réserves ni au travail ;

- dans la tradition fouriériste, comme rappelé plus haut, le capital recevait d'abord un intérêt fixe, sa rémunération comme le salaire est la rémunération du travail ; puis aussi bien le travail que le capital pouvaient participer aux bénéfices, dans la proportion de la rémunération (salaires et intérêts) perçue par chacun d'eux, réputée correspondre à leur part dans la réalisation du résultat. Il n'est plus possible de verser au capital un intérêt débité au compte de résultat comme le salaire, mais une autre innovation de la loi de 1992 permettrait de retrouver l'esprit sinon la technique de la tradition fouriériste : il s'agit des parts à avantages particuliers, qui peuvent bénéficier d'avantages que prévoiraient les statuts mais qui ne seraient pas reconnus aux parts sociales ordinaires. Cet avantage doit respecter les principes coopératifs : depuis leur reformulation en 1995, un intérêt supérieur à celui que prévoit la loi de 1992 répond à cette condition. Le déplafonnement de l'intérêt au capital permettrait de servir à ces parts un premier intérêt, toutes les parts ordinaires et à avantages particuliers - concourant ensuite dans la répartition du solde de la part des bénéfices que les statuts ou l'A.G. attribuent au capital ;

- la combinaison intérêt déplafonné + parts à avantages particuliers permet une rémunération différentielle des parts sociales, répondant à des situations ou des objectifs différents, par exemple : parts des anciens actionnaires restés provisoirement associés d'une entreprise transformée en SCOP / parts des salariés de cette entreprise devenant ses coopérateurs ; ou parts souscrites dans la limite / au-delà d'une obligation statutaire ; ou parts issues de la conversion de comptes courants bloqués de participation (et perdant alors la protection du Fonds de garantie des salaires) / parts d'autres origines ; ou parts d'une SCOP mère dans le capital d'une SCOP fille / parts des coopérateurs de la fille, etc. ;

- mais surtout le déverrouillage de l'intérêt aux parts sociales peut être nécessaire pour faire de la participation un moyen de formation des capitaux propres. L'échéance des comptes courants bloqués est relativement proche et certaine, celle des parts sociales est souvent lointaine et aléatoire ; les c.c. bloqués sont en cas de sinistre remboursés par le Fonds de Garantie des créances des salariés, les parts sociales sont exposées au risque de perte ; le TMO est le plancher de la rémunération des c.c. bloqués, l'intérêt des parts sociales est plafonné à TMO dans le statut général de la coopération, et dans la loi de 1978 il l'était à 6 %, à peine plus que le TMO certaines années. Les coopérateurs peuvent comprendre que, les mauvaises années, il n'y ait pas plus d'intérêt au capital que de répartition travail. Mais il n'est pas possible de proposer

aux coopérateurs d'investir leur participation en capital s'ils n'ont pas au moins l'espérance que, les bonnes années, une rémunération raisonnable pourra leur être servie.

Une autre disposition de la loi de 1992 est destinée à améliorer le régime des parts sociales. On peut revaloriser le montant de leur remboursement, dans la limite du taux de revalorisation des rentes viagères, par l'emploi à cet effet d'une réserve *ad hoc* préalablement dotée par prélèvement sur les bénéfices annuels. Cette disposition n'est pas utilisée dans les SCOP, parce que fiscalement coûteuse pour elles et pour les associés remboursés et ne permettant pas d'assurer un traitement égal pour toutes les souscriptions d'une même année, si la réserve *ad hoc* se trouve épuisée avant qu'elles ne soient toutes remboursées. Les abondements (II. 25) permettent d'obtenir mieux et moins cher.

27. *La recherche d'associés investisseurs*

L'histoire ancienne et contemporaine de la coopération ouvrière a connu deux exemples au moins de tentatives d'ouvrir le capital à des souscripteurs extérieurs. Vers 1885, Henry Buisson, fouriériste, un des membres les plus influents de la Chambre Consultative et le 1^{er} directeur de la Banque Coopérative, avait accueilli au capital de l'AOP qu'il avait créée en 1882, Le Travail, un apport de 700 000 francs (quelque chose comme 2,5 millions d'euros) du banquier Bernhardt. Les conditions paraissaient prudentes : intérêt du capital limité à 7,5 %, administrateurs élus parmi les seuls associés ouvriers. Pourtant cet exemple ne fut suivi que par une infime minorité des adhérents de la Chambre consultative. Il le fut d'autant moins que Le Travail perdit vite les caractères d'une véritable coopérative : sept ans après sa création, c'était devenu une des premières entreprises de peinture de la place de Paris, mais avec près de 150 actionnaires extérieurs pour une cinquantaine d'associés coopérateurs et un millier de salariés non associés.

Près d'un siècle plus tard, autre tentative pour financer cette fois non plus une SCOP en développement, mais le sauvetage d'une coopérative historique, la Verrerie Ouvrière d'Albi, créée en 1895 et transformée en SCOP en 1931. La consolidation des prêts à long terme indispensables pour parachever son redressement était subordonnée à la reconstitution d'une partie au moins de ses capitaux propres. Une loi hâtivement votée en 1985 autorisa alors, pour rassurer d'éventuels investisseurs, l'attribution de droits de vote proportionnels au capital mais inférieurs à la moitié des voix, sous la condition, que n'avait pas prévue Le Travail, qu'au moins 80% des salariés fussent associés. Aucun investisseur ne fut cependant trouvé. L'opération se solda par une sortie du statut coopératif, à l'époque interdite par la loi de 1947, mais qui, avec l'assentiment tacite des Pouvoirs publics, fut déguisée sous la forme d'un apport dit partiel d'actif (en fait, de plus de 99 %) à une société de droit commun.

Cependant, en dépit de ces deux échecs, la loi de 1992 a offert aux investisseurs extérieurs deux possibilités nouvelles d'apports en capital. Première possibilité : par dérogation à la règle un associé = une voix, ils peuvent avoir des voix proportionnelles à leur part du capital, dans la limite de 35 % des droits de vote, et 49 % si parmi ces associés il y a des coopératives. Deuxième possibilité : il peut être créé à leur intention des parts à intérêt prioritaire, c'est à dire assorties d'un intérêt servi par priorité sur l'intérêt des parts des associés coopérateurs ; ces parts peuvent donner des droits de vote (éventuellement avec voix proportionnelles au capital) si l'intérêt prioritaire n'est pas versé.

Ces deux possibilités ne semblent pas avoir été utilisées dans les SCOP, et elles ne paraissent pas avoir eu plus de succès dans les autres familles coopératives. Ceci confirme la leçon de la loi de 1985 - d'ailleurs depuis abrogée : les investisseurs n'ont aucun appétit pour les titres de capital d'entreprises qui, même si leur statut coopératif est fortement "atténué", n'offrent pas la même panoplie de droits que les actions des sociétés cotées : un dividende soumis aux seules limites fixées par les actionnaires eux-mêmes, la distribution des réserves ou leur incorporation au capital, un droit prioritaire à participer aux augmentations de capital ou la possibilité de négocier ce droit, la liquidité par la libre négociation des actions, les espérances de plus-values sur le marché, correspondant à la fois à l'appréciation de l'actif net et au *good will* c'est-à-dire à la valorisation de cet actif net par anticipation des gains futurs, et un pouvoir proportionnel au capital.

28. *La tentation du marché et la position des SCOP*

A plusieurs reprises il a été tenté de créer des outils financiers qui répondraient à une partie au moins des attentes des investisseurs. La 1^{ère} tentative a été la création en 1983 des titres participatifs : sortes d'obligations, c'est-à-dire titres d'emprunt, librement négociables, portant un intérêt pour partie fixe et pour partie calculé en fonction d'un indicateur de résultat de l'émetteur, remboursables à la seule discrétion de l'emprunteur et pas avant sept ans. Elles ne constituent qu'une créance de dernier rang, ne pouvant être remboursée qu'après paiement de toutes les créances privilégiées ou ordinaires, et avant le capital social. Pour lancer le produit auprès des coopératives fut créé la même année l'IDES, Institut de Développement de l'Economie sociale, dont la 1^{ère} vocation est de souscrire de tels titres, la 2^{nde}, nécessaire pour son propre refinancement, de servir de médiateur pour leur remplacement auprès d'autres investisseurs et, pourquoi pas, sur le marché. D'une rémunération en partie proportionnelle aux résultats et de la négociabilité il était escompté que cet instrument nouveau pourrait séduire certains investisseurs potentiels. Le plus souvent combinées avec des interventions de SOCODEN-FEC et du Crédit Coopératif, les souscriptions de T.P par l'IDES, pratiquement le seul souscripteur, ont enrichi le cocktail des financements des SCOP, mais avec trois limites : la classification comptable des titres participatifs fait d'eux des fonds propres et non des capitaux propres, le coût relativement élevé de leur rémunération a détourné d'eux les coopératives les plus rentables, et les T.P. n'ont pas trouvé leur place sur le marché financier.

2^{ème} tentative en 1987, avec une loi greffant sur le statut général les certificats coopératifs d'investissement : éléments du capital et donc vrais capitaux propres cette fois, les CCI étaient destinés, dans l'esprit de la loi, à des investisseurs éventuels. Ce sont des valeurs mobilières, donc librement négociables, leur intérêt fixé par l'A.G est au moins égal à celui des parts sociales, et ils donnent droit à une quote-part proportionnelle de l'actif net. Mais ces trois avantages sont balancés par deux restrictions : pas de droits de vote, et pas de remboursement possible avant la liquidation. Le droit sur les réserves et les plus values latentes ne peut donc être satisfait que si le titre est coté et s'il trouve des souscripteurs ou des acquéreurs patients. Faute d'avoir répondu à cette condition, les CCI sont restés confidentiels.

La loi de 1992 est allée plus loin encore dans la recherche de moyens permettant aux coopératives de séduire la marché : elle a donné à des investisseurs potentiels des voix proportionnelles au capital et des parts

à intérêt prioritaire (II, 27), et elle leur a permis de bénéficier tout de suite d'une plus-value en autorisant l'incorporation au capital de jusqu'à la moitié des réserves. Mais l'incorporation crée de nouvelles parts non négociables, ou une augmentation de la valeur des parts non négociables, - elle ne crée pas des titres négociables. Pour encaisser les plus-values, il faudra donc ou bien demander le remboursement, donc affaiblir les capitaux propres en conclusion et conséquence d'une opération qui avait pour but de les augmenter ; ou bien obtenir la permission de sortir du statut coopératif : cette opération ne rend répartissables qu'au bout de dix ans les réserves non encore incorporées, mais les actions pourront être tout de suite vendues à un prix qui, théoriquement, anticipe l'incorporation ultérieure des réserves.

La loi de 1992 applique aux coopératives une technique qui convient parfaitement aux entreprises "capitalistes". Chez celles-ci, l'intérêt des actionnaires est l'accroissement et le partage de l'actif net : ce sont des associés "de bilan". Dans les SCOP, l'intérêt des coopérateurs est de bénéficier des résultats de leur activité : ce sont des associés "de compte d'exploitation". Cette conception, jointe au caractère personnaliste qui limite l'association au cercle de ceux qui peuvent y exercer en commun leurs métiers, les rend insolubles dans le marché financier. C'est pourquoi, à leur demande, les deux dispositions les plus "capitalistes" de la loi de 1992 (incorporation des réserves, prime à la sortie du statut coopératif par la distribution consécutive des réserves) leur ont été déclarées inapplicables. A la fausse solution de l'espérance de gains patrimoniaux par la négociabilité des titres de capital et leur cotation, elles ont préféré ouvrir la rémunération de l'épargne de leurs membres.

o

o o

Pour conclure

L'histoire du statut des SCOP a été celle d'une laborieuse prise d'autonomie par rapport au modèle de la société de capitaux de droit commun et de l'élaboration progressive d'un statut *sui generis* et d'outils originaux de financement. Certes, le résultat de cette évolution n'est pas parfait, et sur deux douzaines de points au moins les textes appellent corrections et compléments. Mais plus encore, le modèle actuel, même s'il emprunte beaucoup à la tradition et à l'idéologie coopératives, est d'abord le fruit d'un constat : celui, tout bêtement, de l'inadaptation des instruments de la société de capitaux et des mécanismes du marché à des entreprises fondées sur le postulat de l'identité salariés = associés. Inversement, les mécanismes originaux construits en cohérence avec ce postulat ont montré que, le plus souvent, ils répondaient bien aux exigences de l'entreprise. Mais à trois observations près :

La 1^{ère} est que ces instruments originaux sont à contre-pensée de la pensée dominante, et toujours menacés d'être compromis par sa contagion. Trois exemples : en 1992, le législateur a voulu moderniser la loi coopérative : il a greffé sur elle des instruments de la société de capitaux, porteurs d'une logique qui conduit à la sortie du statut coopératif ; en 2006, le législateur a voulu moderniser la participation : il a préféré en faire un instrument de participation au capitalisme et pas à l'entreprise et il en a rendu obligatoire l'investissement d'une partie au moins sur le marché financier, y compris dans le cas des SCOP qui ne peuvent en attendre aucun retour ; en 2008, le législateur a modifié la loi pour rendre possible la libération immédiate de la participation : répondant à la demande de la Confédération, il a accepté que le blocage continue de s'appliquer dans les SCOP, mais au prix d'une modification de

leurs accords pour y confirmer l'indisponibilité qui y figurait déjà, comme si, pour elles, ce n'était pas l'investissement provisoirement indisponible dans l'entreprise commune qui était le principe consubstantiel à leur nature. Seule une connaissance exigeante de la logique du système coopératif peut prévenir une contagion qui risque d'être mortifère.

La 2^{ème} est que les réserves collectives sont à la fois un signe identifiant de la coopération en général, de la coopération ouvrière en particulier, l'instrument le plus sûr et au total le moins coûteux (parce qu'elles ne sont pas rémunérées) d'accumulation des capitaux propres, et le moyen de garantir l'épargne des coopérateurs (parce qu'elles peuvent servir d'amortisseur aux pertes avant qu'elles ne diminuent la valeur des parts sociales) et sa liquidité (parce qu'elle rend possible des remboursements ne consommant qu'une partie des capitaux propres). Mais elles ne s'accumulent que lentement, et le renforcement ou la reconstitution des capitaux propres peuvent exiger des apports en capital. Si dans la SCOP l'apport en société est d'abord un apport en travail - un apport en industrie dans le code civil -, l'apport en capital y est cependant une double exigence : comme moyen complémentaire de financement, comme manifestation de la responsabilité acceptée de co-entrepreneur. Mais la priorité donnée aux emplois défiscalisés des bénéficiaires, si elle a eu le mérite de remettre en honneur les affectations aux réserves collectives, a conduit à amenuiser voire supprimer la rémunération du capital. Economique à court terme, cette position peut être dangereuse à plus long terme, - et rendre plus difficiles les apports qui peuvent devenir nécessaires si la crise ronge les capitaux propres. La loi donne de nombreux moyens pour répondre à cette situation. Ces moyens ne sont presque pas employés. Pas plus que beaucoup d'autres. Pourtant aucune analyse soit doctrinale soit pratique n'est venue démontrer leur non-pertinence ou leur nocivité. Pendant longtemps, c'est la loi qui était en retard sur les besoins. Peut-être aujourd'hui les pratiques sont-elles en retard sur la loi.

La 3^{ème} est que des nombreux outils mis à la disposition des SCOP, les moins employés sont ceux qui ont pour objet d'encourager les candidatures au sociétariat et de faciliter les admissions. L'affaire du sociétariat est empoisonnante et empoisonnée : empoisonnante, parce qu'elle a fourni au socialisme renaissant dans les années 1878-79 et suivantes un thème de dénonciation hargneuse du néo-patronat des ouvriers coopérateurs employant un nombre énorme de salariés, et que ces dénonciations, que ne caractérisait pas toujours la bonne foi, ont pesé lourd sur les rapports de la coopération ouvrière avec les autres familles coopératives, le syndicalisme, les partis politiques et les pouvoirs publics ; et empoisonnée parce que, ayant avec beaucoup de raisons choisi de préférer, aux obligations bureaucratiques, la responsabilité libre des coopérateurs, le Mouvement SCOP n'a pendant longtemps traité le problème que par des exhortations véhémentes et des fâcheries, mais sans effet. Les choix de 1969 et 1978 n'ont pas été de sanctionner un taux de sociétariat trop faible par la perte du régime fiscal particulier, comme cela existe dans plusieurs pays européens. Ils ont été de construire une nouvelle application du principe de double qualité, des systèmes susceptibles de créer une "envie (réciproque) de sociétariat". La consolidation et le développement de celui-ci ne sont pas faciles, mais plus nécessaires encore dans une période de difficultés. Ils ne répondent pas seulement à une conviction morale, mais au moins autant aux intérêts de l'entreprise. De ce point de vue, c'est peut-être dans les solutions nouvelles que les textes de 1969, 1978 et 1992 ont apportées au problème du sociétariat que résident les avancées les plus importantes du "modèle original" des SCOP.